

# LA PRESSE EN REVUE...

**MERCREDI 16 DECEMBRE 2015**

## SOMMAIRE

- 1) De retour
- 2) Ahurissant Le Fol
- 3) papy fait de la résistance
- 4) A qui la faute ?
- 5) Le Val de Marne se pose des questions...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Les frondeurs du PS profitent des régionales pour remonter au front



Le social d'abord. Dès dimanche 13 décembre, le député PS "frondeur" d'Indre-et-Loire Laurent Baumel a réclamé "des changements importants" au gouvernement pour que "la gauche retrouve ses valeurs fondamentales", après le second tour des élections régionales.

"Rien ne serait pire que d'avoir un lâche relâchement", a déclaré sur LCP ce socialiste opposé à la ligne jugée trop libérale de l'exécutif (pacte compétitivité emploi, loi Macron, etc.). A l'issue du second tour des régionales, la gauche n'a réussi à gagner que cinq grandes régions sur treize, après en avoir détenu la quasi-totalité pendant cinq ans, et elle a perdu l'Ile-de-France.

### Que réclament les frondeurs ?

Laurent Baumel a livré son analyse : "Il y a un énorme message des urnes qui est arrivé dans le premier tour et il y a un vrai sentiment qu'on est assis sur un volcan démocratique. Ce coup-là, le barrage républicain a fonctionné (...). On n'est pas du tout sûrs qu'on puisse le faire fonctionner en 2017, donc il faut des changements dans la politique que l'on mène. Il faut remettre l'urgence sociale au premier plan."

Il fait écho aux propos de Christian Paul. Chef de file des députés frondeurs du PS, le député de la Nièvre avait appelé le 7 décembre à un "nouvel agenda politique" qui rende "possible" le rassemblement de la gauche en vue des prochaines échéances. "C'est bien en amont des élections qu'il faut réunir la gauche", avait-il averti, au lendemain du premier tour.

### Que répond le PS ?

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a donné dimanche soir des gages aux frondeurs, en exhortant le gouvernement à "une inflexion dans les dix-huit mois à venir" d'ici à 2017. Inflexion qu'il a définie ainsi : agir "contre la précarité et pour l'activité comme nous nous sommes attaqués à la compétitivité et à la refondation de l'école". Et de souligner : "Le désenchantement civique est dû à la relégation sans espoir, à l'écart trop marqué entre les revenus, à la pauvreté, à l'isolement, au

chômage, et notamment à celui des jeunes." Il a réitéré le message dans un tweet lundi matin.



Jean-Chr. Cambadélis @jccambadelis  
Je demande à ce qu'on concentre nos efforts sur la précarité.

Autre signe d'écoute, Jean-Christophe Cambadélis a également fermé la porte au changement de nom du parti annoncé par le vice-président sortant de la région Ile-de-France Julien Dray dimanche soir. Le premier secrétaire du PS a estimé que cette proposition visant à favoriser un recentrage n'était pas "à l'ordre du jour".

Mais le dirigeant du PS a également mis les points sur les i : non, il n'est "pas le numéro 1 des frondeurs", mais "le numéro 1 du Parti socialiste", a-t-il martelé sur Europe 1 lundi 14 décembre. Et de préciser sa position : "Si nous travaillons vraiment sur la précarité, je pense que nous asséchons l'abstention, et par ailleurs le vote Front national." Il a défendu l'indépendance du PS par rapport à l'exécutif, mais le président François Hollande, croit savoir Europe 1, a également décidé de "se concentrer" sur la lutte contre le chômage.

### Quel est l'enjeu ?

Question sous-jacente à ce débat : comment gagner la présidentielle en 2017 ? "Pour gagner une élection, on m'a toujours appris qu'il fallait d'abord rassembler les siens", a affirmé à Libération le député PS François Lamy, proche de Martine Aubry. Comme les autres frondeurs, il prône donc de mettre la barre à gauche, pour reconquérir l'électorat à gauche du PS.

Pas sûr qu'il soit entendu : en refusant de donner un coup de pouce au smic, au lendemain des élections, le gouvernement reste fidèle à sa ligne.

## II) La leçon de morale de Stéphane Le Foll à une femme au RSA, symbole de la déconnexion des politiques

Aude Lorriaux



Pointer du doigt | Sarah via Flickr CC License by

### **Le dialogue de sourds entre le porte-parole du gouvernement et une auditrice montre le fossé qui s'est creusé entre une partie des électeurs et leurs dirigeants.**

C'est un lundi matin de gueule de bois, une gueule de bois pas franche où l'on ne sait plus très bien si l'on a noyé son chagrin devant les scores faramineux du Front national ou fêté le fait qu'aucune région n'est finalement passée à l'extrême droite. Un drôle de lundi matin où l'humilité et les interrogations sont de tonalité, où chacun se dit ou devrait se dire qu'il ne doit pas recommencer comme avant. Cela n'avait pourtant pas trop mal débuté: «Mais il y a un moment où il faut dire là où on n'ira pas, là où on dira stop, là où on dira non, parce que, s'il suffit de dire, "puisqu'il y a un vote Front national, alors allons-y, faisons ce que demande le Front national", c'est non, c'est non», lançait Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture et porte-parole du gouvernement, sur France Inter.

**Stéphane Le Foll : "Il y a un vote Front national, donc suivons ce que fait le Front national ? C'est non !"**

<http://dai.ly/x3i1g99>

Rassurant pour certains électeurs de gauche

critiques des procédures engagées dans le cadre de l'état d'urgence et des «bavures» qu'ils lui attribuent, ou de la proposition de déchéance de nationalité, qui s'inspire directement de propositions de Marine Le Pen. Mais, l'important, ce n'est pas la chute, c'est l'atterrissage, comme dirait Hubert Koundé dans *La Haine*. Et l'atterrissage qui va avoir lieu en toute fin d'interview est assez brutal.

### *La Haine*

<https://youtu.be/iLqcB0MNyvE>

### **«Qui a envie d'avoir 25 ans aujourd'hui»**

À 8h55, Sophia Aram raconte son brunch. Enfin, son brunch de dimanche électoral, juste à côté de son bureau de vote, où elle aperçoit une jeune femme «d'un quart de siècle, et qui affichait une mine totalement dépitée». Normal, chez cette jeune femme, tout était «au quart d'être bien», résume la chroniqueuse. Au chômage, touchant le RSA, elle vit encore chez ses parents. Elle est venue voter sans enthousiasme, aucun des

candidats ne la «faisant rêver», surtout pour sortir un peu de chez ses parents, pour se dire qu'elle a «une vie d'adulte, une vie normale, une vie de personne majeure». «Je me demande qui a vraiment envie d'avoir 25 ans aujourd'hui», lâche l'inconnue, qui ne va pourtant pas voter FN, non, mais se demande quand même au bout d'un long silence si «faire barrage au FN va continuer longtemps à faire office de projet politique». À la fin de sa chronique, Sophia Aram espère qu'on aura «mieux à offrir» à cette jeune femme pour la présidentielle «que de faire barrage au Front national».

### ***Le Billet de Sophia Aram : "La victoire pour personne"***

<http://dai.ly/x3i1ppj>

Alors Stéphane Le Foll prend la parole. Et c'est là que ça coince. Parce qu'au lieu de répondre à la question très juste posée par cette jeune femme au RSA, déprimée et plongée dans le désespoir par la situation actuelle, Stéphane Le Foll lui fait une sorte de leçon de morale

Il commence par reconnaître que le billet de l'humoriste est «assez percutant et assez juste». Mais il ajoute immédiatement: «Et en même temps, j'ai regardé un reportage sur le Syrie avec des jeunes du lycée français de Damas. Ils disaient: "Nous, on sait ce que c'est d'être en guerre. On voudrait bien que chacun se préoccupe de la guerre qu'on subit."» L'auditeur normalement constitué acquiesce forcément, mais se demande ce que vient faire la guerre en Syrie alors que l'on parle du chômage des jeunes de 25 ans.

*«C'est aussi ce message que je voudrais envoyer à la jeunesse. Que rien n'est jamais acquis. On peut avoir du désespoir, on peut être mélancolique, j'en ai parfaitement conscience, j'ai parfaitement compris. Mais de temps en temps il faut aussi regarder le monde tel qu'il est. Et que, dans ce pays, on a encore le choix d'être libre, d'avoir la capacité de s'exprimer, de voter, d'écouter de la musique, d'aller sur des terrasses, d'avoir toute cette liberté. Et je pense que c'est magnifique la liberté. La liberté, c'est fragile.»*

Et là, je sens que vous commencez à comprendre où je veux en venir. Car, si l'on résume, ce lundi 14 décembre, sur France inter, le porte-parole du

gouvernement, celui qui est censé représenter la ligne de nos dirigeants, vient de dire à une jeune femme au fond du trou et en dépression parce qu'elle ne gagne rien, vit chez ses parents et n'arrive pas à conquérir son autonomie qu'elle n'a qu'à être heureuse parce qu'il y a des gens qui vivent dans des dictatures et des pays en guerre. C'est un peu le même genre d'argument que vous faisiez votre grand-mère quand vous n'arriviez pas à manger votre soupe aux artichauts ou votre purée de brocolis: «Mange, il y a des petits Somaliens qui meurent de faim et n'ont qu'un grain de riz par jour à manger, tu devrais être heureuse.»

### **Remonter les bretelles avec condescendance**

Venant de ma grand-mère, je trouvais déjà ça complètement déconnecté mais je lui passais et ça me touchait presque même parce que je comprenais qu'elle faisait ça pour mon bien. Et je finissais par manger tranquillement ma purée de brocolis. Mais venant du porte-parole du gouvernement? Est-ce bien son rôle que de nous remonter les bretelles plutôt que de s'occuper de régler le problème du chômage, en hausse quasi-continue depuis trois ans malgré, notamment, la création d'un nouveau dispositif de crédit d'impôts à hauteur de 20 milliards d'euros par an, dont les effets sont très contestés? Plutôt qu'en écoutant les conseils (qui ne vont d'ailleurs pas forcément dans le même sens) de notre Prix Nobel d'économie Jean Tirole ou de notre spécialiste des inégalités mondialement acclamé Thomas Piketty; bref en écoutant des gens qui ont un peu d'expertise et dont cette expertise est reconnue par leurs pairs?

Ce genre de réplique n'a d'utilité, à mon sens, que pour nous montrer la déconnexion totale dont font preuve un certain nombre de responsables politiques. Quand on a une sœur, un frère, une amie proche ou un parent qui est au chômage depuis des mois et des mois, comme c'est le cas de la plupart des Français, on sait très bien que lui dire «qu'il y a des enfants ailleurs qui crèvent de faim» est parfaitement inutile.

Plus profondément, ce genre de réplique témoigne, bien que ce coup-ci ne soit pas l'exemple le plus flagrant, d'une forme de mépris de classe, qui nourrit le Front national. Un mépris relevé par exemple par le chercheur Nicolas Lebourg dans une interview à L'Opinion: «C'est vrai que Marine Le Pen est à l'aise avec les gens des milieux populaires, elle est respectueuse d'eux. Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas un

mépris de classe de la part d'autres élus.» Une forme de condescendance dont s'est aussi émue la chercheuse Marion Coville, doctorante à Paris I:

**Marion Moossye Coville**

Doctorante contractuelle à Université Paris I Panthéon-



### III) Régionales dans le Grand Est : Masseret a fait de la résistance... et gagné son pari



Audrey Salor  
Journaliste



Jean-Pierre Masseret, candidat PS dans le Grand-Est. JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN / AFP

Avec sa mèche argentée en bataille, son col roulé et son sourire avenant, il ressemble à un jeune grand-père. Bonhomme. Ne pas s'y tromper pourtant. Ses yeux bleus acier et son profil au couteau disent assez que Jean-Pierre Masseret est un dur. Un vrai. Un marathonien plusieurs fois champion, trempé dans le fer de la politique à l'ancienne, du temps des combats idéologiques sans merci.

**"Le don de me faire sortir de mes gonds !"**

Ce mitterrandiste historique est un personnage

double, préviennent ses adversaires : "Un peu docteur Jekyll et M. Hyde". A croire l'un d'eux, Masseret serait aussi sympathique à la ville que cassant quand il endosse son costume de président de la région Lorraine. "Là, il se métamorphose. Devient rigide, imperméable aux arguments, agressif et sectaire", juge Gérard Cherpion, député (LR) des Vosges, qui siège dans l'opposition au conseil régional. Fin connaisseur de la politique locale, l'ex-maire de Nancy et président du Parti radical André Rossinot ne dit pas autre chose :

**Il oscille entre sympathie et brutalité."**

Cet ancien inspecteur des impôts ne déteste pas non plus la provocation. "Il a le sens de la polémique", dit d'emblée l'ancien ministre et sénateur de la Meuse Gérard Longuet, un autre rival politique. Il connaît bien le bonhomme, qu'il estime, pour l'avoir longtemps côtoyé au conseil régional de Lorraine. Masseret siégeait dans l'opposition avant de lui rafler, à la surprise générale, son fauteuil de président en 2004 : "Il a quelque fois eu le don de me faire sortir de mes gonds !", se souvient Longuet.

**"Ce n'est pas quelqu'un de léger"**

La semaine dernière, c'est l'état-major du PS et le Premier ministre lui-même que Masseret a mis en rage. Droit dans ses bottes, ce baron local a nargué les autorités socialistes et fait fi de leurs consignes appelant au "front républicain" pour barrer la route au FN, arrivé largement en tête au premier tour dans cette grande région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne. Malgré sa place de troisième et un score calamiteux (16%, le plus mauvais obtenu par le PS en France), Masseret a refusé tout net de retirer sa liste, et tant pis si ce maintien favorisait mathématiquement les chances de victoire du FN.

Sauf que... Dimanche soir, le candidat frontiste Florian Philippot (36,08%) a été battu, de loin, par le candidat de la droite et du centre Philippe Richert (48,4%). Jean-Pierre Masseret, lui, a presque conservé son score du premier tour (16,11%), avec 15,51% des suffrages. Triomphant, il a lancé depuis son QG de Maizières-lès-Metz (Moselle) :

**LAPRESSEENREVUE.EU**

***Les citoyens ont parlé aujourd'hui, ce ne sont pas les appareils qui ont parlé."***

Ces derniers jours, il se disait quand même "meurtri" par la situation. Mais la perspective d'une exclusion du PS ne le troublait pas plus que ça : "Je m'en fous !". A 71 ans, Jean-Pierre Masseret s'était revendiqué le "candidat des citoyens libres". Face aux poussées du FN, le "front républicain" n'est pas une solution de long terme, ne cesse de marteler ce franc-maçon, qui n'envisageait pas que la gauche ne soit plus représentée à la région et se pose avant tout en homme de "convictions". Ancien compagnon de route au PS puis dans le gouvernement de Lionel Jospin, son "copain" Jean Glavany, député PS des Hautes-Pyrénées, lui reconnaît une constance sur ce point :

***Masseret est un homme de conviction, de fond. Pas du tout quelqu'un de léger ou d'inconséquent."***

**Partisan du "non" en 2005**

François Mitterrand fût sa première référence en politique. Étudiant, c'est dans les rangs de la FGDS que Masseret commence à militer. A la gauche du PS, qu'il rejoint au lendemain du congrès d'Épinay, il compte parmi les membres du premier cercle d'Henri Emmanuelli quand celui-ci s'empare du parti en 1994.

Dix ans plus tard, à rebrousse-poil de la position du PS, Jean-Pierre Masseret défend le "non" au référendum sur la Constitution européenne. Plus récemment, certains au conseil régional de Lorraine se souviennent l'avoir entendu dire tout haut son désaccord avec la politique de François Hollande, qu'il avait pourtant soutenu lors de la primaire du PS. S'opposer aux autorités de son camp ne lui fait pas peur : en 1992, "effondré" par les orientations du second septennat de Mitterrand, il n'avait pas hésité à réclamer... sa démission !

Né à Cusset, dans l'Allier, Jean-Pierre Masseret, issu d'un milieu modeste, s'établit en Lorraine au début des années 1970. Inspecteur des impôts à ses débuts, il y décroche son premier mandat, conseiller général de Moselle, en 1979. Le début d'une longue carrière pour celui qui gravit un à un tous les échelons de la politique locale : conseiller municipal d'opposition à Metz et sénateur de Moselle en 1983, maire d'Hayange en 1995, président du conseil régional de Lorraine en 2004.

**"Peut-être une part d'amertume dans son parcours"**

Seule parenthèse nationale : sa nomination, par Lionel Jospin, au poste de secrétaire d'État aux anciens combattants, entre 1997 et 2001. Daniel Vaillant, à l'époque ministre des Relations avec le Parlement puis de l'Intérieur, garde de Masseret à l'époque le souvenir d'un homme "un peu boudeur". Un peu à l'écart aussi :

***Il n'avait pas le sentiment de participer à une équipe et ne prenait pas une part active aux discussions."***

Peut-être à cause de ce tempérament "solitaire" que décrivent ceux qui le connaissent ? Masseret ne sera en tous cas plus jamais membre d'aucun gouvernement par la suite. Et être au cœur de l'appareil semble n'avoir jamais été un objectif pour lui. Daniel Vaillant :

***Il n'était pas intéressé par des responsabilités au sein du PS. Ce n'est pas un homme de parti au sens classique du terme."***

Est-ce par goût de la solitude, ou plutôt par manque d'ambition, que Jean-Pierre Masseret n'a jamais embrassé de grande carrière nationale ? Il confie parfois regretter de n'avoir jamais brigué, en 2004, la présidence du groupe socialiste au Sénat. "Il y a peut-être une part d'amertume dans son parcours", présume son adversaire Gérard Longuet, convaincu que le socialiste s'entête aujourd'hui à se maintenir "contre Paris", en réaction à "un manque de considération" des instances de son parti.

**Un "papy en politique"**

En réalité, plutôt que de demeurer troisième couteau à Paris, Jean-Pierre Masseret a toujours préféré le rôle de Seigneur de Lorraine. L'homme y a mis en place un solide réseau de fidèles. Au conseil régional, il travaille en famille : sa fille n'est autre que sa directrice de cabinet. Quand à sa belle-fille Paola Zanetti, élue à l'Assemblée - et qui siège aussi à la région -, elle a endossé le rôle de directrice de campagne !

Loin de l'image d'homme raide que renvoient ses adversaires politiques, ses partisans voient en lui un "intuitif", "profondément humaniste et ouvert", "attentionné". Un "papy en politique" doublé d'un mentor soucieux de l'avenir de la jeune génération. Depuis dimanche dernier, beaucoup,

parmi ceux qui n'ont pas fait défection, louent ce "symbole de démocratie et de résistance" qu'incarne désormais à leurs yeux Jean-Pierre Masseret. Une partie des électeurs pense visiblement de même.

Audrey Salor

nouvelobs.com

## IV) La perte de l'Île-de-France est une alerte pour la gauche

Par Mathieu Magnaudeix

**Claude Bartolone a échoué à garder l'Île-de-France à gauche. Valérie Pécresse remporte la région la plus riche de France. La faute à une grande mobilisation de la droite. Mais aussi le signe d'un fossé entre les classes populaires et la gauche. Même quand elle est unie. Un avertissement avant la présidentielle de 2017.**

L'équipe de Claude Bartolone avait loué une péniche sur la Seine pour fêter la victoire. Ce ne fut pas nécessaire. Après dix-huit ans et trois mandats du socialiste Jean-Paul Huchon, l'Île-de-France est repassée à droite.

Pour le président de l'Assemblée nationale, quatrième personnage de l'État, et le PS au pouvoir, c'est un coup dur. Avec 12 millions d'habitants, la plus grande région de France, une des plus riches d'Europe, est aussi le poumon économique du pays. Dimanche soir, la perte du bastion francilien, qui avait voté à 53 % pour François Hollande en 2012, avec des pointes à 65 % dans un département populaire comme la Seine-Saint-Denis, a largement coloré le résultat des élections régionales, le dernier scrutin avant la présidentielle.

L'élection a été très serrée. Avec 43,8 % des voix, Valérie Pécresse, candidate d'union de la droite (LR-UDI-Modem) et ancienne ministre de Nicolas Sarkozy, ne l'emporte que de 60 000 voix sur Bartolone (42,18 %), qui s'était allié au second tour avec le Front de gauche et les

écologistes – chacun était parti seul au premier tour.

Au regard des 3,8 millions de suffrages exprimés, l'écart est faible. Avec 14 %, le Front national est loin derrière. À contre-courant de la tendance nationale, l'Île-de-France est d'ailleurs la seule région où l'extrême droite perd des voix entre le premier et le second tour – 60 000 très exactement, dont une partie s'est de toute évidence portée sur la candidate de droite pour barrer la route à la gauche. Une preuve de plus de l'existence, « entre la droite et l'extrême droite, d'un électorat mobile qui arbitre au coup par coup, avec des mouvements de bascule vers l'un ou l'autre dans les endroits où la gauche peut être battue », selon Antoine Jardin, chercheur associé au Centre d'études européennes de Sciences-Po.



Claude Bartolone (PS), Emmanuelle Cosse (EELV) et Pierre Laurent (Front de gauche) © Reuters

Dimanche soir, Claude Bartolone a félicité son adversaire. Il a annoncé remettre « son mandat de président de l'Assemblée nationale à la disposition de Bruno Le Roux, président du groupe socialiste ». En réalité, il n'y a aucun suspense. Mardi, Claude Bartolone sera confirmé à son poste par le groupe socialiste. Dans d'autres pays, cette défaite aurait pu entraver sa carrière politique. Mais François Hollande, qui l'avait personnellement incité à se présenter pour tenter de garder la région, n'a aucune envie de le désavouer. Manuel Valls, trop heureux de voir un éventuel rival pour Matignon trébucher, se gardera bien de demander sa tête.

Député de Seine-Saint-Denis depuis trente-quatre ans, Bartolone est par ailleurs très apprécié des députés socialistes. D'autant qu'il incarne à leurs yeux une ligne moins libérale, moins sécuritaire et plus compatible avec le reste de la gauche, que celle du duo exécutif. « On va le garder, ne serait-ce que par réflexe de survie un peu idiot »,

commente un député PS.

Au conseil régional d'Île-de-France, Claude Bartolone siègera avec 65 autres élus de sa liste, parmi lesquels la secrétaire nationale d'EELV Emmanuelle Cosse, l'ancien ministre PS Benoît Hamon, l'écologiste pro-gouvernemental Jean-Vincent Placé, la porte-parole d'Ensemble Clémentine Autain, ou encore le socialiste Julien Dray.

Dans une région où la droite a gagné de nombreuses villes aux municipales et raflé deux départements en mars dernier (la Seine-et-Marne et l'Essonne), Bartolone n'a jamais fait figure de favori. Au soir du premier tour, il se montrait pourtant plutôt confiant. « Le total des listes de gauche obtient 40 % (...) La gauche et les écologistes sont en position de gagner dimanche prochain en Île-de-France », expliquait-il.

Comme attendu, le report des électeurs de gauche au premier tour « a fonctionné », estime Luc Carvounas, sénateur PS du Val-de-Marne qui a dirigé la campagne de Claude Bartolone. Dans son département, la Seine-Saint-Denis, "Barto" (son surnom au PS) réalise de bons scores, dépassant même les 60 % dans quatorze villes du département (jusqu'à 70 % à Montreuil). À Paris, le PS et ses alliés restent majoritaires. Ils dépassent la liste de Valérie Pécresse dans plusieurs villes des Hauts-de-Seine passées à droite l'an dernier (Clichy, Colombes, Fontenay-aux-Roses, etc.)

Mais ces bons reports n'ont pas suffi. Car si, comme ailleurs, la participation a progressé (+ 8,5 points entre les deux tours, dans la moyenne nationale), ce rebond semble avoir beaucoup profité à la droite. « Nous nous sommes retrouvés dans le pire des scénarios, explique Luc Carvounas. La droite s'est surmobilisée. Comme elle avait inclus sur sa liste des faux nez de l'extrême droite, avec des militants de Sens commun ou de la "Manif pour tous" (lire notre article), elle a pu siphonner les voix du Front national. »

Selon Antoine Jardin, cette stratégie a surtout convaincu l'électorat aisé, à Paris, dans l'ouest ou le sud parisien. « La stratégie de Valérie Pécresse d'aller très à droite sur les questions de société pour ne pas laisser l'électorat au FN s'y est trouvée validée. » D'où des reculs parfois importants du Front national. En revanche, elle opère beaucoup moins sur l'électorat populaire de droite. « On observe un vrai clivage social des

votes de droite », dit-il, insistant par exemple sur les scores très élevés du FN en Seine-et-Marne.

Mais pour les listes du PS et de ses alliés, la vraie difficulté est bien la faible mobilisation d'un électorat populaire qui avait largement voté Hollande en 2012 et continue de bouder la gauche. « La remobilisation des quartiers populaires pour la gauche n'a pas été négligeable dimanche, constate Antoine Jardin. Mais elle partait d'un niveau bas, et un potentiel important de voix n'a pas été mobilisé. »

Pour l'écologiste Mohamed Mechmache, fondateur d'AC le feu et candidat élu en Seine-Saint-Denis, « c'est bien cet électorat qui a fait la différence. Depuis la présidentielle, il a décroché. Il attendait un changement, des têtes nouvelles et des actes. Ça n'a pas été le cas. Nous n'avons pas su capitaliser sur la dynamique de 2012. Si l'abstention avait été un peu moindre en Seine-Saint-Denis par exemple [elle a été de 54 % dimanche - ndlr], nous aurions pu faire la différence. Il suffisait de pas grand-chose. Mais cet électorat a été oublié. Le gouvernement n'a même pas tenté de mettre le droit de vote des étrangers dans le débat. Il aurait pu au moins expérimenter le récépissé contre le contrôle au faciès. Combien de gens m'ont dit dimanche : "Ok, je vais voter parce que c'est toi, mais sinon je n'ai pas du tout envie"... Il faut désormais un électrochoc, sinon nous aurons à la présidentielle un nouveau 21-Avril », avec un candidat socialiste qui serait éliminé dès le premier tour, comme en 2002.

« Dans une région qui était difficile, le score de nos listes n'est pas si mauvais, commente Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, une composante du Front de gauche, élue ce dimanche sur les listes Bartolone en Seine-Saint-Denis. Mais l'éloignement d'avec les quartiers populaires reste très profond. La politique gouvernementale écœure, dégoûte et éloigne des urnes. On perd beaucoup dans les quartiers populaires, et dans des quartiers populaires où le FN est en train de monter. Pendant ce temps, le paysage politique à gauche est totalement préoccupant. L'urgence reste de fédérer tous ceux qui critiquent la politique gouvernementale sur une base de gauche », dit celle qui avait initié l'an dernier Chantiers d'espairs, une tentative de fédération des alternatives au PS qui n'a pas connu de lendemain.

« Si la droite a des problèmes, la gauche en a aussi, analyse le politologue Simon Labouret,

politologue et enseignant à Sciences-Po Grenoble. Les regroupements de second tour sur la gauche ne se font pas trop mal quand il s'agit de voter PS pour faire barrage au FN. Mais quand la question du FN est absente, l'incitation à voter pour le PS est beaucoup plus réduite. C'est ce qui s'est passé en Île-de-France, alors que le total gauche laissait augurer une victoire. »

« À dix-huit mois de la présidentielle, la gauche est confrontée à une équation difficile, ajoute le chercheur Antoine Jardin. D'ores et déjà, on peut penser qu'elle ne réussira pas à mobiliser les quartiers populaires comme en 2012. Il y a là des centaines de milliers de voix qui risquent de lui échapper à la présidentielle. »

Luc Carvounas, le directeur de campagne de Bartolone, admet que « beaucoup de gens n'ont pas voté au deuxième tour ». Mais, conformément à la ligne de l'exécutif, il préfère lancer des appels appuyés à l'« unité ». « La France est en train de s'extrême-droitiser. Bien sûr, les bonnes consciences, y compris au sein du PS, vont se faire entendre. Mais si tout le monde ne tire pas dans le même sens, si l'on retombe dans les tambouilles de congrès, nous n'intéresserons personne. Il faut être soudés et solidaires de l'exécutif. »

Pour expliquer la défaite de Bartolone et ses alliés, ce proche de Manuel Valls préfère pointer le « manque de sérieux de nos partenaires ». Il vise explicitement Clémentine Autain qui ne s'est pas privée de dire ce qu'elle pensait de la faiblesse du score de la gauche au premier tour. Ou les écologistes « qui ont mis sur nos listes un acteur porno » – il s'agit en réalité de Thierry Schaffhauser, un militant du Strass, le syndicat du travail sexuel. « Sa présence sur les listes a beaucoup buzzé sur les réseaux sociaux, dans un contexte de droitisation des esprits », assure Carvounas. En revanche, il assure que le dérapage de Claude Bartolone traitant Valérie Pécresse de « candidate de la race blanche », en plein entre-deux-tours, a été « monté en épingle ». Mohamed Mehmache n'est pas de son avis. « Même si Bartolone voulait répondre aux mots de mépris de Valérie Pécresse pour la Seine-Saint-Denis, c'est une formule qui a pu inciter des électeurs frontistes à voter Pécresse. » Peut-être a-t-elle même fait la différence.

## V) Régionales : enthousiasmes, déceptions et analyses des candidats en Val-de-Marne



**Profonde déception à gauche, intense réjouissance à droite. Au-delà des sentiments, comment les candidats du Val-de-Marne analysent ce scrutin et cette campagne.**

« Je vis cette victoire avec beaucoup de joie car je suis aux côtés de Valérie Pécresse depuis des années et elle mène ce combat depuis 2010, se réjouit Vincent Jeanbrun, maire LR de L'Hay-les-Roses, qui va abandonner son mandat de conseiller départemental pour siéger au Conseil régional. « C'est une belle victoire dans un contexte national complexe. Elle était loin d'être gagnée d'avance. La persévérance et la qualité du projet concret et chiffré ont fait la différence », se félicite Laurent Lafon, maire de Vincennes, président de l'UDI 94 et tête de la liste dans le Val-de-Marne.

« Cette réussite prouve que la stratégie d'union de la droite et du centre dès le premier tour autour d'un accord d'idées et de programme était payante ! Cela a créé une vraie dynamique de campagne et au second tour, Valérie Pécresse a su tendre la main vers les électeurs en colère, ceux de Nicolas Dupont-Aignan et aussi ceux qui ont voté FN uniquement pour pousser un coup de gueule. A contrario, un certain nombre d'électeurs communistes n'ont pu se résoudre à aller voter pour le candidat de François Hollande au second tour », analysée Vincent Jeanbrun.

Un constat non partagé par la tête de la liste de Claude Bartolone au second tour dans le Val-de-Marne, Fabien Guillaud Bataille, secrétaire départemental du PCF. « Le Front de gauche a fait ce qu'il pouvait pour mobiliser son électorat, malgré la déception de celui-ci vis-à-vis de la politique gouvernementale, et cela bien marché car les scores sont meilleurs dans les villes communistes. Dans cette triste soirée pour la

région Ile-de-France, le Val-de-Marne reste à gauche, souligne la tête de liste. Il y a eu un vrai mouvement mais cela n'a pas suffi. »

« Le Val-de-Marne n'est pas passé à gauche mais a pleinement joué son rôle dans la victoire. Les écarts de voix pour Valérie Pécresse entre 2010 et 2015 sont très importants dans le département », pointe Vincent Jeanbrun.

Du côté de la gauche, les voix gagnées sur l'électorat FN passent mal. « Valérie Pécresse a droitisé sa campagne », accuse Jonathan Kienzlen, premier fédéral du PS Val-de-Marne et 7e de liste de second tour. « Cela me fait mal au cœur que la gauche ait fait barrage au FN dans le Nord et le Suds en se désistant au profit de Christian Estrosi et Xavier Bertrand, et que dans le même temps, Valérie Pécresse soit élue en Ile-de-France grâce à la droitisation de sa campagne. Je trouve cela injuste et pas très propre, même si c'est la démocratie et l'alternance », commente Pierre Serne, vice-président sortant de la région en charge des transports et tête de liste EELV-Cap 21 au premier tour.

« Il y avait une liste FN et les gens qui voulaient l'original prenaient l'original. Valérie Pécresse a fait tout sauf de la droitisation. C'est elle qui a tenu à intégrer le Modem alors que cela coïncitait auprès de certains militants qui se souviennent que le Modem avait appelé à voter pour François Hollande au second tour de 2012. Valérie Pécresse a réussi à mettre d'accord des personnes allant de Chantal Jouanno à la Manif pour tous autour d'un accord programmatique. Inutile de chercher caricaturer. Claude Bartolone s'y est essayé et s'est pris les pieds dans le tapis », estime Vincent Jeanbrun.

« Il y a eu un réflexe de vote utile », regrette Dominique Bourse-Provence, secrétaire départemental et tête de liste FN du Val-de-Marne. Les Franciliens sont rentrés dans la logique binaire droite gauche. Dommage. Entre le PS et LR, il y a une épaisseur de papier à cigarettes, ils votent 80% des lois ensemble! »

Premier secrétaire du MRC 94 et conseiller sortant réélu, cette fois dans l'opposition, Jean-Marc Nicolle insiste sur la question FN. « Alors que le Front National était en position de remporter plusieurs régions, il est distancé partout. C'est un soulagement pour toutes celles et tous ceux qui, comme moi, luttent contre les idées d'extrême droite. Pour autant, l'heure doit être à l'humilité plutôt qu'à la fanfaronnade. Les

électeurs ont envoyé un signal fort la semaine dernière, une alerte que l'ensemble de la classe politique doit entendre. »

Pour la gauche non gouvernementale, la défiance vis-à-vis de la politique de François Hollande a largement influencé le scrutin. « Le gouvernement n'a fait aucune annonce. Et à une semaine des élections, il a même détricoté les mesures pour le vélo de la loi transition énergétique. Difficile d'aller convaincre les électeurs écologistes avec de tels messages contradictoires. Les gens n'aiment pas qu'on les prenne pour des abrutis. J'espère que cela va servir de leçon car il ne manquait que quelques voix par bureau », reprend Pierre Serne.

En dehors de ce cette demande « d'inflexion de la politique du gouvernement », pas de regret dans le déroulement de la campagne. Les petites phrases de fin de partie ont-elles joué? « Nous avons gagné beaucoup de voix entre les deux tours. La réplique de Claude Bartolone (ndlr: qui avait lâché « Pécresse défend Versailles, Neuilly et la race blanche lors d'une interview de fin de campagne au Nouvel Obs) s'est révélée catastrophique pour lui. Il y a eu un sursaut des Franciliens pour rejeter cette façon de faire de la politique », estime Laurent Lafon. « C'est un épiphénomène qui ne fait que cristalliser le désenchantement », juge pour sa part Fabien Guillaud Bataille

« Les scores sont nettement plus hauts que ce que l'on pouvait imaginer. L'Ile de France est l'un des régions où le FN a le plus baissé, il y a eu un effet vote utile auquel nous ne pouvions pas faire grand chose. Certes il y a eu un sursaut de participation dans des quartiers populaires qui s'étaient abstenus mais on reste loin de la participation des territoires de droite. Mais nous avons de vraies bases pour que cette région repasse à gauche », analyse Pierre Serne.

Et maintenant ? Côté majorité, c'est vendredi que commenceront les choses sérieuses, avec l'installation du Conseil régional et l'élection de son exécutif de vice-présidents. Vincent Jeanbrun se verrait bien participer au travail sur le développement économique, l'apprentissage... « Les centristes auront un groupe et seront partie prenante de l'exécutif », indique pour sa part Laurent Lafon,

A gauche, on se prépare à siéger sur les bancs de l'opposition. « Nous allons nous battre contre le

programme alarmant de Valérie Pécresse. Nous nous opposerons à tous les détricotages et serons très vigilants sur le projet du Grand Paris Express », prévient Fabien Guillaud Bataille. « Nous souhaitons bonne chance à Valérie Pécresse et l'attendons désormais dans ses réalisations. Nous allons voir comment elle s'y prend concrètement pour réaliser 400 millions d'euros d'économies. Ce sera l'instant de vérité!« , prévient Jonathan Kienzen.

[94.citoyens.com](http://94.citoyens.com)

## **MAIS AUSSI :**

### **Nouveaux conseillers régionaux en Val-de-Marne**



**Les nouveaux conseillers régionaux d'Ile-de-France issus du Val-de-Marne se répartiront entre 12 conseillers de la nouvelle majorité (8 LR, 2 UDI, 2 Modem), 8 conseiller de gauche (4 PS, 2 PCF, 1 EELV, 1 MRC) et 2 conseillers FN. Voici le détail des noms ci-dessous :**

L'installation du nouveau Conseil régional et l'élection de son exécutif se tiendra ce vendredi 18 décembre.

#### **Liste de Valérie Pécresse**

- 1 Laurent Lafon (Maire de Vincennes, président de l'UDI 94) (sortant)
- 2 Marie-Carole Ciuntu (Maire de Sucy-en-Brie) LR (sortante)
- 3 Vincent Jeanbrun (Maire de L'Haÿ-les-Roses) LR
- 4 Yasmine Camara (Adj. Saint-Maur-des-Fossés) LR
- 5 Olivier Dosne (Maire de Joinville-le-Pont) LR
- 6 Marie-Christine Diringer (Adj. Chennevières-sur-Marne) Modem

- 7 Didier Gonzales (Maire de Villeneuve-le-Roi) LR
- 8 Christel Royer (1ère Adj. Le Perreux-sur-Marne) LR
- 9 Franck Le Bohellec (Maire de Villejuif) LR
- 10 Nathalie Delepaule (Adj. Maire de Bry-sur-Marne) UDI
- 11 Didier Dousset (Maire du Plessis-Tréville) Modem
- 12 Catherine Primevert (Adj. Maisons-Alfort) LR

#### **Liste de Claude Bartolone**

- 1 Fabien Guillaud-Bataille secrétaire départemental du PCF 94, adjoint Kremlin-Bicêtre
- 2 Dominique Barjou (PS) (dir cab mairie Cachan)
- 3 Julien Dray (PS) (sortant)
- 4 Annie Lahmer (EELV, Nogent-sur-Marne) (dir cab mairie du 2e arrondissement)
- 5 Jean-Marc Nicolle (MRC) 1er adjoint Kremlin-Bicêtre (sortant), 1er secrétaire du MRC 94
- 6 Sophie Taillé-Polian (PS, Villejuif)
- 7 Jonathan Kienzen (PS, Alfortville) 1er fédéral du PS 94
- 8 Vanessa Ghiati (PCF, Hauts-de-Seine)

(Dans la réalité, Vanessa Ghiati devrait rejoindre le groupe Hauts de Seine et Pierre Serne (VP sortant en charge des transports), parti sur la liste du Val d'Oise au second tour, devrait réintégrer le Val-de-Marne).

#### **Liste de Wallerand de Saint-Just (FN)**

1. Dominique Bourse-Provence (secrétaire du FN 94)
2. Gorette de Freitas (FN, Alfortville)

[94.citoyens.com](http://94.citoyens.com)

**A Suivre...  
La Presse en Revue**